



REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté – Egalité – Fraternité

**ARRÊTÉ DU MAIRE N° 054/2023
PORTANT SUR LA CIRCULATION ET LE STATIONNEMENT DANS LE CADRE DE TRAVAUX
DE TERRASSEMENT SUR TROTTOIR ET CHAUSSÉE POUR LA CREATION D'UN RESEAU DE GAZ, 6 RUE DU
PRESOIR, DU 22 MAI AU 16 JUIN 2023**

Le Maire de la Commune de Marolles-en-Brie,

Vu le Code de la Route, et en particulier l'article R325-1, R417-10 et R417-11 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2212-1, L 2212-2, L 2213-1, L 2213-2 et L 2213-4 ;

Vu l'arrêté interministériel du 15 juillet 1974 modifié par ses arrêtés subséquents approuvant la 8^{ème} partie « signalisation temporaire » du livre 1^{er} de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière ;

Vu la demande de la société GRDF ;

Considérant que des travaux de terrassement sur trottoir et chaussée pour la création d'un réseau de gaz doivent être effectués, il convient, dans l'intérêt de la Sécurité Publique, de réglementer la circulation et le stationnement ;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 La société SPAC, sise 76-78 avenue du Général de Gaulle, 92230 Gennevilliers, effectuera pour le compte de GRDF les travaux susnommés, 6 rue du Pressoir, du 22 mai au 16 juin 2023.

ARTICLE 2 L'entreprise neutralisera les emplacements nécessaires à ses travaux notamment pour l'installation d'une benne et le stockage de ses matériaux, mettra en place toute signalisation conforme à la réglementation afin de protéger le chantier et les usagers et œuvrera à faciliter au mieux l'accès aux riverains et aux véhicules de secours. Durant la durée des travaux le stationnement sera interdit au droit du chantier et la vitesse sera limitée à 30 km/h. La circulation sera maintenue. Dans tous les cas, la libre circulation des véhicules de secours et des usagers sera favorisée, ainsi que celle du SIVOM pour la collecte des bacs.

ARTICLE 3 A la charge de la société GRDF de mettre en place toute signalisation conforme à la réglementation en vigueur afin de protéger le chantier et les usagers et de s'assurer du maintien en bon état de celle-ci.

ARTICLE 4 L'entreprise est chargée d'informer à l'avance l'ensemble des riverains concernés par des panneaux d'affichage et apposera dès que possible le présent arrêté, au minimum 48 h avant le début des travaux.

ARTICLE 5 La société SPAC s'engage à restituer les lieux occupés dans un parfait état de propreté. En cas de détériorations ou de dégradations constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais de celle-ci.

ARTICLE 6 Les véhicules en stationnement interdit ou gênant le bon déroulement des travaux seront évacués et mis en fourrière, aux frais et risques des contrevenants.

ARTICLE 7 Madame la Secrétaire Générale,
Monsieur le Directeur des Services Techniques,
Le Syndicat Intercommunal de Police,
Madame la Commissaire de Police de Boissy-Saint-Léger,
La société SPAC,
La société GRDF,
Seront chargés, en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :
Le SIVOM,

Certifié exécutoire compte-tenu de sa publication :

A Marolles-en-Brie, le 1^{er} juin 2023



Alphonse BOYE,
Maire de Marolles-en-Brie

Le présent acte est susceptible d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.